



UNIVERSITE DE MONTREAL
Faculté des Arts et des Sciences

**Déterminants et Impact de l'Investissement Direct Etranger
sur la croissance économique en Haïti (1970 – 2000)**

Rapport de Recherche
Présenté et soutenu par Mercier SALNAVE
Sous la direction de la professeure Emanuela CARDIA

En accomplissement partiel des exigences requises pour l'obtention du diplôme de
Maîtrise en Sciences Economiques
Université de Montréal

Montréal, Qc, Canada
Août 2004





UNIVERSITE DE MONTREAL
Faculté des Arts et des Sciences

**Déterminants et Impact de l'Investissement Direct Etranger sur la
croissance économique en Haïti. (1970 – 2000)**

Rapport de Recherche
Présenté et soutenu par Mercier SALNAVE
Sous la direction de la professeure Emanuela CARDIA

En accomplissement partiel des exigences requises pour l'obtention du diplôme de
Maîtrise en Sciences Economiques
Université de Montréal

Montréal, Qc, Canada
Août 2004

Table des matières

Remerciements.....	4
Sommaire.....	5
Introduction.....	8
CHAPITRE 1 Théories sur les investissements directs étrangers (IDE).....	12
1.1 Définition, nature et signification	12
1.2 Les motifs de l'investisseur étranger	15
1.3 Interprétation de l'opportunité d'un pays de recevoir de l'IDE	16
1.3.1 L'apport financier	17
1.3.1.1 Sur le plan interne	17
1.3.1.2 Sur le plan externe.....	18
1.3.2 Les apports réels.....	18
CHAPITRE 2 Revue des études théoriques et empiriques	21
2.1 Ecole de la dépendance	21
2.2 Ecole de la modernisation	23
2.3 Ecole de l'intégration	25
2.4 Etudes empiriques	29
CHAPITRE 3 Les déterminants des IDE en Haïti	33
3.1 Contexte des IDE en Haïti.....	33
3.2 Cadre juridique des IDE.....	36

3.3 La position d'Haïti, de la République dominicaine et de la Jamaïque dans la répartition des flux d'IDE	38
CHAPITRE 4 Cadre d'analyse.....	41
4.1 Le modèle.....	42
4.2 Spécification du modèle.....	42
4.3 Estimation du modèle et résultats.....	44
Chapitre 5 Conclusion et Recommandations	50
Bibliographie	52

Tableaux

1. Sorties d'IDE par régions.....	11
2. Evolution de l'IDE ; du PIB, de la population et de leurs taux de croissance.....	35
3. L'IDE en Haïti, la République dominicaine et la Jamaïque.....	39
4. Evolution per capita de l'IDE, du taux de croissance du PIB et du solde de la balance commerciale en Haïti.....	46
5. Evolution du taux de croissance du PIB per capita ; de l'épargne intérieure brute par rapport au PIB et du taux de croissance des exportations en Haïti.....	47

Remerciements

Nous tenons tout d'abord à remercier Dieu de nous avoir guidé tout le long de cette formation, ensuite notre famille, nos parents. Nous nous en voudrions de ne pas rendre un hommage bien mérité à tout le corps professoral pour le dévouement inconditionnel et désintéressé dont il a toujours fait preuve dans le cadre de notre formation et ce, à quelque niveau que ce soit, spécialement à notre directrice de recherche, la professeure Emanuela CARDIA. Nous tenons aussi à leur témoigner notre sincère gratitude. Enfin, que tous ceux qui de loin ou de près, directement ou indirectement, ne nous ont pas marchandé leur concours, qui ont sacrifié un peu de leur temps oh combien précieux ou qui nous ont apporté leur soutien moral d'une manière ou d'une autre pour la conception, la réalisation et la finition de ce travail de recherche, trouvent ici l'expression de notre profonde reconnaissance.

Sommaire

L'IDE est l'un des éléments qui caractérisent le mieux l'économie mondiale pendant ces deux dernières décennies. Les entreprises sont de plus en plus nombreuses, dans presque tous les secteurs de l'activité économique à élargir leurs activités à l'étranger par le biais de l'investissement direct étranger. En effet, toutes les économies nationales se rivalisent pour attirer les firmes multinationales en créant un environnement socioéconomique sécurisant.

Depuis quelques années, nous constatons une ouverture sans précédent de l'économie haïtienne par le biais de la déréglementation, de la privatisation et de la participation du secteur privé à la fourniture des infrastructures. Nous pouvons prendre comme exemple les télécommunications où la participation du secteur privé entraîne une concurrence active dans ce secteur. La libéralisation des possibilités d'investissement fait partie intégrante de ce processus d'ouverture économique et l'un des éléments moteurs de toutes les réformes économiques est la volonté de créer un cadre macroéconomique stable dans le but d'attirer l'investissement privé national et étranger.

Selon les statistiques de la banque de la république d'Haïti (BRH)¹ l'économie haïtienne, durant toute la période allant de 1990 à 2000, n'a jamais enregistré des volumes d'IDE allant de 100 à 500 millions de dollars américains. Mais, un fait est certain, l'économie haïtienne reçoit des investissements venus de l'étranger et ils se chiffraient à 30 millions de dollars américains en 1999. Pourquoi ces investissements étrangers sont-ils entrés en Haïti? Quels sont les déterminants des IDE en Haïti? Comment est façonnée la capacité d'attraction de l'IDE en Haïti?

¹ BRH, Mouvement des capitaux, in Rapport Annuel 1996, 1997, 1998, 2000.

Les décideurs économiques ne contestent guère que l'investissement direct étranger soit le flux de capitaux que les économies nationales préfèrent recevoir en priorité. Ces investissements restent en place alors que les autres fuient rapidement les pays atteints. En 1995, l'investissement direct étranger dans les pays en voie de développement avait dépassé les 95 milliards de dollars E.U. soit 38 pour cent de l'IDE global. D'après la Banque Mondiale les pays en développement recevront plus de 50 pour cent des investissements directs étrangers d'ici à 25 ans. Pour déterminer si une plus grande mobilité de capitaux en terme d'IDE est souhaitable pour Haïti, il est important de chercher à établir si ces investissements ont des effets tangibles sur la croissance économique. En substance, nous voulons savoir quels sont les effets réels des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Haïti.

En effet, aucune politique visant à rechercher l'apport de nouveaux investissements directs étrangers ne peut être envisagée sans une certaine connaissance des déterminants de ces investissements et de leurs effets tangibles sur la croissance économique. Le travail permettra aussi de voir si Haïti peut bénéficier des IDE et si non quelles en sont les raisons. Car certains petits pays à revenus bas et intermédiaires comme la République Dominicaine et la Jamaïque ont attiré de grands flux d'IDE (entre 1996 et 1999 la République Dominicaine a reçu 2.554,7 millions de dollars américains en IDE et la Jamaïque 1.279,8 millions de dollars)².

Si l'afflux de capitaux étrangers apparaît comme un déterminant fondamental de la dynamique de croissance, cette même dynamique peut en retour devenir un facteur décisif d'attraction des investissements étrangers. Or la majorité des études empiriques se limite à l'analyse de la première relation sans la traiter spécifiquement comme une interrelation. Cependant, si la non exogénéité de l'investissement étranger dans l'équation de croissance peut être établie, alors le cadre d'estimation à une seule équation généralement retenu n'est plus valide. Pour une meilleure compréhension du processus

² FMI, Statistiques Financières Internationales, Annuaire 2001

de croissance, il apparaît donc important de considérer l'effet réciproque entre les flux d'IDE et la croissance économique. Cela constitue l'originalité de notre étude qui partant de la constatation statistique de l'existence d'une interrelation entre l'IDE et la croissance du produit intérieur brut (PIB), examine simultanément les déterminants et l'impact de l'IDE en Haïti pour la période 1970-2000.

Introduction

L'investissement, aujourd'hui tout comme jadis, demeure un facteur clé, voire crucial pour la croissance économique qui reste et demeure un besoin mondial. La mondialisation qui relie plus que jamais les pays les uns aux autres renforcent davantage ce besoin. Elle accentue l'importance croissante de l'économie internationale pour le développement des pays. Les flux de financement, d'informations, de technologies et de biens et services entre nations sont en nette et rapide croissance. L'Investissement Direct Etranger (l'IDE) est l'un des plus dynamiques des flux de ressources internationales grandissantes vers les pays en voie de développement. Il est particulièrement important parce qu'il constitue un paquet d'actifs tangibles et intangibles, c'est l'un des attributs les plus marquants de la mondialisation. Ceci est illustré par la croissance combien rapide de l'IDE comparé au commerce et à la production mondiaux, par les intenses efforts de beaucoup de pays pour attirer de l'IDE et aussi par la multiplication de bon nombre de stratégies pour la création de firmes multinationales. Après avoir presque triplé entre 1984 et 1987, les flux d'IDE ont augmenté d'au moins 20 % dans les années 1988 et 1989 pour atteindre un niveau absolu de \$196 milliards de dollars américains. En 1989, le stock mondial total de ces investissements a atteint approximativement les 1500 milliards de dollars américains. Les flux d'IDE vers les pays en développement ont connu une forte croissance tout au long des années 1990. Durant la dernière décennie du vingtième siècle on a assisté à un déferlement important des IDE dans les pays en voie de développement. Ils représentent aujourd'hui 80 % de l'ensemble des courants de capitaux privés vers les pays en développement. Les IDE ont submergé toutes les autres formes de flux financiers. Ainsi des pays en voie de développement ont pu recouvrer l'accès au capital étranger après le déclin des flux de capitaux résultant de la crise de la dette des années 80. Et ces capitaux représentent dorénavant une part importante de leurs ressources financières nettes. En 2000, par exemple, les entrées mondiales totales d'IDE

ont atteint 1300 milliards de dollars américains, soit quatre fois le niveau enregistré cinq ans plutôt. Plus de 80 % des bénéficiaires de ces apports, et plus de 90 % de leurs initiateurs, étaient situés dans des « pays développés »³. On trouvera au tableau 1 une ventilation des sorties d'IDE en provenance des pays de l'OCDE. Comment peut-on expliquer ce flux considérable de capitaux? Est-ce une bonne chose pour la croissance?

Les avis sont très partagés chez les économistes face à ces deux questions. Certains prétendent que les IDE peuvent amener la croissance économique pour le pays hôte. D'autres y voient dans les IDE un instrument de dépendance, et par conséquent très nocif aux pays du Sud. Il existe donc un sérieux débat qui revêt une importance particulière pour nous quant aux questions relatives aux déterminants des IDE et comment ceux-ci affectent-ils le processus de la croissance économique d'Haïti? C'est pratiquement un champ d'analyse de plusieurs pays, de l'Amérique Latine et de la Caraïbe, qui essaient de trouver le lien existant entre investissement direct étranger et leur développement économique. Dans le cas d'Haïti, qui se doit de frayer son petit bonhomme de chemin sur la voie du développement, en d'autres termes qui doit rechercher les voies et moyens pouvant le conduire le plus rapidement et plus sûrement sur les rails de ce développement qui se doit durable, cette étude peut paraître opportune. Elle pourrait aider à juger non seulement de la pertinence des facteurs déterminants de l'IDE, mais aussi de l'impact de ce dernier sur le développement économique. Ainsi elle serait d'une utilité certaine tant pour les décideurs, les responsables politiques, en les aidant à poser jalons soit pour attirer ou décourager l'IDE que pour des éventuels investisseurs en leur permettant de prendre des décisions de façon beaucoup plus objective.

L'objectif premier de ce travail est de prendre en considération ce problème de simultanéité en spécifiant et en estimant un modèle d'équations simultanées dans lequel les flux d'IDE et le taux de croissance économique sont conjointement

³ World Investment Report 2000, United Nations

déterminés. De ce fait, on espère tirer des conclusions plus pertinentes sur les déterminants des IDE et sur leur impact sur la croissance économique.

Nous présentons dans une première partie L'IDE : définition, nature et signification. Ensuite au chapitre deux, on a droit à une revue des études théoriques et empiriques et à leurs résultats. Au chapitre trois, nous essayons de camper l'IDE dans le contexte d'Haïti. Le chapitre quatre étale le cadre d'analyse. Et le chapitre cinq donne un résumé du travail et les conclusions relatives.

CHAPITRE 1 Théories sur les investissements directs étrangers (IDE)

1.1 Définition, nature et signification

On distingue trois types d'entrées de capitaux :

- 1_ les IDE
- 2_ les placements de portefeuille : investissements indirects
- 3_ les autres flux financiers : principalement des prêts bancaires

Les prêts bancaires sont des capitaux prêtés à des conditions commerciales. Les prêts bancaires sont aussi en général instables et imprévisibles d'une année à l'autre, au gré de la préférence ou de la défaveur manifestée par les banques d'affaires pour un pays donné ou une région donnée.

L'investissement de portefeuille est le capital investi dans des actions et obligations par des investisseurs individuels ou institutionnels (gestionnaires de fonds de pension ou de fonds communs de placement). Il s'agit souvent d'investissements à court terme, en quête des rendements mondiaux les plus élevés.

Le critère retenu pour distinguer l'investissement direct de l'investissement indirect est le seuil de participation, dès lors que la firme qui investit, détient plus de 10 % de la firme étrangère dans laquelle l'investissement se produit, l'investissement est considéré comme direct.

"L'IDE se définit comme toute opération se traduisant par une création d'entreprise à l'étranger ou une prise de participation dans des firmes étrangères"⁴

⁴ - Yves Crozet, Les grandes questions de l'économie internationale, Nathan, p118.

Selon Statistique Canada « les IDE représentent la valeur comptable, à un instant donné (prix de marché) des capitaux à long terme possédés par les investisseurs directs étrangers dans les filiales, sociétés affiliées et succursales » (Stat. Can., Cat. 67-202, pp : 13-14)

Selon le FMI, les investissements se répartissent en deux grandes catégories: les investissements directs et les investissements indirects. Ces derniers appelés investissements de portefeuille, portent sur des achats de parts d'entreprises ou d'actifs financiers, dans ce cas, le mobile est d'ordre financier. Les investissements directs, ne se limitent pas à une participation en titres, ils s'inscrivent, au contraire, dans une logique d'entreprise et peuvent se porter sur des rachats d'entreprises existantes ou sur des éléments permettant une implantation directe (bâtiments, machines, terrains). Ils doivent impliquer un contrôle sur le processus de décision managériale. *Les investissements directs étrangers sont définis par le FMI comme les engagements effectués dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur. Le but de ce dernier étant d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise**(source IMF, » Balance of payments text book », 1996, p. 54-82)

Pour Kojima (Kojima, 1986, p : 59-60), l'IDE est un mouvement de capitaux impliquant des droits managériaux et / ou un contrôle managérial sur la compagnie, ce qui implique une propriété partielle ou totale de la firme. Il implique donc :

- l'obtention des stocks (10 % ou plus du capital social) d'une compagnie étrangère existant déjà avec l'objectif de participer à la gestion de la dite firme, ou l'achat d'une firme existante.
- l'établissement d'une filiale à propriété totale (cas d'un contrôle de capital à 100 %) ou un joint-venture dans un pays étranger.

- l'acquisition d'actifs physiques d'une compagnie avec l'objectif d'entreprendre des activités commerciales comme l'établissement d'une nouvelle filiale, un office commercial ou une unité de production.

L'IDE prend donc la forme soit de création d'établissement : nouveaux investissements attirés par des incitations financières ; soit par la participation dans une joint-venture internationale dans ce cas là il y a partage de propriété et de risque avec des partenaires locaux ou étrangers ; et enfin soit par l'achat d'actif total ou partie d'une entreprise existante. Les prêts à long terme (plus d'un an d'échéance initiale) entre les maisons mères et filiales, les bénéfices réinvestis ; et aussi depuis 1996 les prêts à court terme et les opérations de trésorerie entre affiliés font partie de l' IDE. En revanche les emprunts contractés localement en sont exclus. Les IDE sont calculés en faisant la somme du capital en actions propres, du réinvestissement des revenus, de tout autre capital à long terme, et du capital à court terme. Le solde peut-être négatif pour certains pays.

L'IDE est caractérisé par deux éléments:

- une relation durable entre au moins deux unités, chacune étant en situation d'extraterritorialité par rapport à l'autre.
- l'exercice de l'influence à un degré donné de l'un sur l'autre.

Comme le disait Harry Johnson, dans Mac Charles (1985) « l'essence même de l'IDE réside dans la transmission au pays d'accueil d'un ensemble de capital, de qualifications de direction, de connaissances techniques, de know-how, de techniques de marketing, de brevets etc... Le succès de l'entreprise à l'étranger dépendra de la qualité de cette transmission multiple sous contrôle la plupart du temps de la multinationale. »

En résumé, on peut avancer que l'investissement direct étranger désigne l'opération effectuée par un investisseur résident d'une économie, afin d'acquérir ou

d'accroître un intérêt durable dans une entité résidente d'une autre économie et de détenir une influence dans sa gestion. Il met en relation des entreprises apparentées, c'est-à-dire : une entreprise investisseur direct maison mère et une entreprise investie qu'il s'agisse d'une filiale ou d'une succursale ; des entreprises détenant des participations croisées ou des entreprises affiliées à une même maison mère, sociétés sœurs. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur acquiert au moins 10% du capital social de l'entreprise investie.

1.2 Les motifs de l'investisseur étranger

L'IDE procède avant tout de la recherche d'une meilleure rentabilité. Les facteurs déterminants de l'investissement direct étranger varient dans chaque cas, mais il y a néanmoins des thèmes communs. Et on peut, d'une manière générale, retenir les motivations suivantes :

- 1) besoin de se procurer des matières premières sur place pour baisser des coûts d'importation ;
- 2) besoin d'éviter les coûts de transport élevés et de contourner certaines réglementations, barrières commerciales et autres ;
- 3) la recherche d'une main d'œuvre à bon marché ;
- 4) nécessité de maintenir un contrôle stratégique couplé à un besoin de protection technologique (savoir faire).

A côté de ces motivations premières de l'investisseur, on ne peut pas perdre de vue l'attraction qui peut venir du côté du pays hôte. Les facteurs qui déterminent les décisions d'investissement dans un pays sont variés et ne relèvent pas du seul domaine économique. Ainsi l'environnement politique est un déterminant majeur des décisions d'investissement en particulier parce qu'il peut avoir des répercussions importantes sur l'activité économique du pays et affecter directement les entreprises à capitaux étrangers.

Outre l'environnement politique, la proximité géographique peut constituer aussi un stimulant pour d'éventuels investisseurs. Toutefois la quantification de ces facteurs peut s'avérer difficile. Comme le souligne Singh et Jun (1995) et Edwards (1995), il n'existe pas vraiment de théorie de l'investissement direct étranger unifiée et consensuelle. Les flux observés d'IDE à un niveau macroéconomique proviennent de décisions microéconomiques prises par des entrepreneurs qui comparent la profitabilité espérée d'un investissement dans un certain pays par rapport à un investissement domestique ou dans d'autres pays. L'avantage relatif d'un tel investissement dépend d'influences à la fois économiques et politiques plus ou moins identifiables. S'agissant des conditions économiques internes du pays d'accueil, il paraît que la taille, effective et potentielle, du marché domestique est un facteur attractif de premier rang pour les investisseurs étrangers. Ainsi ils peuvent non seulement espérer écouler une plus grande production mais aussi bénéficier d'économies d'échelle conséquentes. Par ailleurs le faible coût du travail, qui peut donner au pays hôte un avantage comparatif dans ses exportations de biens intensifs en travail, est un attrait supplémentaire pour les entreprises qui cherchent à minimiser leurs coûts de production. Les politiques préférentielles, en particulier fiscales, dont peuvent bénéficier les investisseurs étrangers, comptent aussi pour beaucoup. Aussi, la qualité de l'infrastructure, susceptible de réduire les coûts et le temps de transport des marchandises peut constituer un déterminant supplémentaire. Enfin ils sont légions les économistes qui soutiennent que les déterminants de l'IDE les plus importants, les plus significatifs sont : la dimension du marché, les facteurs macroéconomiques et le stock de capital. En référence on peut citer : Lipsey (1999), Truman et Emmert (1999), Love et Lage Hidalgo (2000), Charkrabarti (2001), Obwona (2001).

1.3 Interprétation de l'opportunité d'un pays de recevoir de l'IDE

L'investissement étranger est une sorte de panier de facteurs. Les avantages offerts par celui-ci sont multiples et variés et peuvent être regroupés en deux grandes catégories: l'apport financier et les apports réels.

1.3.1 L'apport financier

Celui-ci peut être envisagé d'un double point de vue: interne (en considérant l'apport du capital) et externe (en considérant les devises).

1.3.1.1 Sur le plan interne

a) Le capital attire le capital.

Le capital est timoré, surtout lorsqu'il est d'origine privée. Le risque représente un élément déterminant dans la réalisation des projets d'investissement. Un pays qui bénéficie déjà d'apports extérieurs de capital, apparaît moins risqué aux yeux des investisseurs et trouve plus aisément d'autres sources de capitaux bien disposées à son égard. Le capital étranger est routinier, le chenal une fois tracé, il tend naturellement à y couler.

b) Le capital étranger exerce une attraction sur le capital local

L'investissement étranger incite les entrepreneurs locaux soit à investir dans des projets suscités de l'extérieur ou dans des opérations parallèles, soit à orienter leur épargne vers des secteurs d'activités complémentaires de ceux dans lesquels pénètre le capital étranger.

Ainsi, le capital étranger peut attirer, d'un côté, d'autres capitaux étrangers et, d'un autre, le capital local. Nous pouvons conclure en disant que le capital étranger ouvre la voie à de nouveaux projets d'investissement locaux ou étrangers et favorise

l'accroissement du volume total d'investissement indispensable à la croissance économique.

1.3.1.2 Sur le plan externe

L'investissement étranger est d'abord un apport de devises, c'est-à-dire des moyens de paiement sur le marché international. Cet apport est quantitativement nécessaire pour le pays dont la balance des échanges avec l'extérieur présente un déficit permanent. Qualitativement, cet apport, rend plus ou moins facile et libre, l'accès à des producteurs mondiaux.

1.3.2 Les apports réels

L'accroissement des investissements directs étrangers agira favorablement sur le volume et la rémunération des emplois directs et indirects, sur les revenus de l'Etat, sur la formulation du capital fixe et la modernisation de l'appareil productif. L'investisseur étranger apporte avec lui des connaissances technologiques et aussi celles relatives à la gestion. Le pays d'accueil espère accéder au marché international, remplacer les importations par la production locale et améliorer la balance des paiements; bref, améliorer la position du pays d'accueil.

L'investissement étranger peut provoquer ou stimuler la croissance économique, en tenant compte des effets d'entraînement que doivent déclencher à court terme la distribution des salaires, les rentrées fiscales, à plus long terme la formation de la main-d'oeuvre. De ce point de vue, les bénéfices⁵ attendus de l'IDE peuvent revêtir plusieurs formes :

⁵ Jacques Brasseur, Introduction à l'économie du développement, pp149-151

- 1) apport de capitaux nouveaux par rapport aux ressources du pays pouvant entraîner une production supplémentaire, une meilleure distribution des revenus, de la création d'emploi, la hausse des salaires réels distribués, la baisse des prix, l'amélioration de la qualité des produits pour les consommateurs, l'accroissement des recettes fiscales ;
- 2) facilitation de l'utilisation et l'exploitation des matières premières locales ;
- 3) l'introduction de techniques managériales modernes ;
- 4) permet des transferts de nouvelles technologies ;
- 5) financement du déficit du compte courant du gouvernement ;
- 6) les flux d'IDE ne génèrent pas le paiement de principal et d'intérêt contrairement aux dettes externes ; mais le rapatriement d'une partie des projets ;
- 7) une certaine augmentation du stock de capital humain. L'IDE s'accompagne souvent de programmes de formation du personnel des nouvelles entreprises, ce qui contribue au développement des ressources humaines ;
- 8) des acquis pour les entreprises locales qui seront à même d'apprendre par un processus d'imitation, voire de contagion ;
- 9) stimulation de l'investissement dans le secteur Recherche et Développement ;

L'IDE devrait donc, en principe, contribuer de ces diverses façons à l'investissement et à la croissance dans les pays hôtes. Un dernier avantage est que l'IDE est solidement installé et ne peut pas quitter le pays aussi facilement aux premiers signes de difficultés. Pour résumer on peut avancer que le rôle de l'IDE dans la croissance économique des pays en développement est en général mis en évidence par le transfert de technologie qu'il favorise (Borensztein et al. (1994) ; Balasubramanyam et al. (1996)). Si, de par sa nature, l'IDE participe à l'accumulation de capital physique, il contribue en outre à l'amélioration de la productivité du capital et au progrès technique du fait du niveau avancé de la technologie qu'il incorpore. Il n'en demeure pas moins vraie que certains IDE

apportent des technologies polluantes interdites dans le pays d'origine. Ainsi dans la mesure où les IDE dans les pays en développement sont en général réalisés par des entreprises installées dans des pays développés, l'IDE constitue une source majeure de la diffusion de technologies et de savoir-faire avancés pour les pays en développement. Par ailleurs, les connaissances technologiques et managériales incorporées dans l'IDE peuvent générer des effets externes, dans la mesure où leur utilisation ne peut être limitée à la seule firme qui investit : Romer (1990). Elle est au contraire susceptible d'être transmise au reste de l'économie, en particulier via la formation du travail, les liens entre les entreprises ou l'apprentissage par l'observation. Par conséquent, l'IDE peut constituer un moteur fondamental de croissance par la diffusion des techniques qu'il favorise et les économies d'échelle internes qu'il engendre.

CHAPITRE 2 Revue des études théoriques et empiriques

L'abondante littérature qui traite des flux, causes et effets des IED suggère que les théories concernées peuvent se répartir en trois écoles:

1. école de la dépendance
2. école de la modernisation
3. école de l'intégration

Deux écoles traditionnelles de la pensée du développement, celle de la dépendance et celle de la modernisation, et découlant de ces écoles traditionnelles, ce qu'on pourrait appeler l'école de l'intégration.

2.1 Ecole de la dépendance

L'école de la dépendance qui était florissante entre les années 1960 et 1980, cherche à réaliser une répartition plus égale de la richesse, du revenu et du pouvoir par une action autonome et collective des pays en voie de développement. Les théories de la dépendance considèrent que l'exploitation par les pays industrialisés est la cause première du sous-développement. La principale contribution de l'école de la dépendance dans le domaine de l'IED a été de concentrer sa pensée sur les conséquences de l'investissement étranger direct dans les pays en voie de développement et de faire une analyse critique des paradigmes de développement du monde occidental qui considèrent l'IED comme étant un élément certainement positif. Elle regroupe deux grandes théories: les théories de la dépendance ou néo marxiste avec Gunder Frank, Samir Amin, Pierre

Samala et celles de la structure avec Celso Furtado, F. H. Cardoso, A. Cordoba, A. Quijano, O. Sunkel. La sous-école originale de la dependencia ou néo-marxiste affirme que les pays en voie de développement sont exploités par le moyen du commerce international qui mène à la détérioration des termes de l'échange (un échange inégal dans le langage marxiste), soit par les sociétés multinationales qui exportent les profits à l'extérieur des économies en voie de développement. L'investissement étranger y est perçu comme un instrument de domination impérialiste.

Les théoriciens de la sous-école de la structure voient à travers la délocalisation un moyen pour les firmes multinationales d'exploiter la main-d'oeuvre bon marché de la périphérie et d'obtenir les matières premières au plus faible coût possible. Ils stipulent que les avantages que les nations périphériques retirent de la présence du capital étranger sont illusoires, à côté de quelques emplois précaires et mal rémunérés, et que sa présence crée de forts liens de dépendance et détruit les économies traditionnelles. De plus les activités habituellement implantées à la périphérie appartiennent aux secteurs dits "mous" caractérisés par une forte main-d'oeuvre non qualifiée et la faiblesse des salaires qu'ils génèrent. Elle ne critique pas entièrement le capitalisme mais souligne plutôt que les périphéries ne gagnent pas autant du capitalisme que le centre. Selon cette façon de voir, la modernisation, la capitalisation et l'industrialisation sont limitées au secteur de l'exportation, et font que les autres secteurs agissent en fonction des besoins de l'exportation sans en recueillir les bénéfices.

Pour l'école de la dépendance, l'investissement étranger apporte plus d'inconvénients que d'avantages et ne fait que renforcer le sous-développement. La solution au sous-développement d'après ces théoriciens englobe diverses stratégies visant à fermer les pays en voie de développement à l'investissement et au commerce international. Cependant, il est largement reconnu aujourd'hui que l'investissement étranger privé est indispensable à la croissance et au développement économique et les théories de la dépendance ne sont donc plus une doctrine d'Etat.

2.2 Ecole de la modernisation

L'école de la modernisation⁶ s'est développée avant l'école de la dépendance et elle garde encore beaucoup d'influence jusqu'à ce jour. Les théoriciens de la modernisation proclament qu'il existe un ordre naturel par lequel les pays accèdent à ce qui est considéré comme des étapes de développement plus élevées. Ces théoriciens recommandent que les pays en voie de développement suivent la voie des pays développés et surmontent les barrières endogènes pour suivre un développement à motivation exogène par le moyen de l'industrialisation, la libéralisation et l'ouverture de l'économie. L'aptitude à surmonter ces barrières dépendra de la mesure dans laquelle le pays est doté de moyens de production tels que la main-d'oeuvre, le capital et les ressources naturelles.

L'école de la modernisation considère l'IDE comme une condition préalable et un catalyseur pour une croissance et un développement durables. Pour que l'IDE puisse jouer son rôle crucial, les économies doivent être libérées des interventions déformantes de l'Etat et ouvertes à l'investissement et au commerce étrangers. Ce point de vue se reflète dans les théories du "big bang" lesquelles supposaient une privatisation immédiate et généralisée en Europe de l'Est ; et dans les normes de l'ajustement structurel qui visent à transformer les structures économiques et politiques pour lutter contre la pauvreté en Amérique latine et en Afrique.

Dans l'école de la modernisation on retrouve deux approches, d'une part celle du marché parfait, et d'autre part celle du marché imparfait. Les théories du marché parfait découlent des théories du libre-échange en utilisant des analyses d'équilibre général. Elles supposent une concurrence parfaite dans laquelle tous les participants sont des acteurs économiques n'ayant pas d'influence sur les prix, ni monopoles, ni oligopoles et qui peuvent librement entrer ou sortir du marché. Comme les théories du marché parfait

⁶ Saskia Wilhelms, L'investissement direct étranger et ses éléments déterminants dans les économies naissantes, Agence des Etats Unis pour le développement international, Juillet 1998, pp9-10.

simplifient la réalité, la théorie du marché a été perfectionnée en tenant compte des distorsions ou rigidités structurelles, qui entravent l'économie et empêchent la société de profiter pleinement de l'IDE. Les premières théories néo-classiques expliquent les flux internationaux du capital par des différences de taux de rendement à travers les pays qui mènent à l'arbitrage financier dans lequel le capital cherche le taux de rendement le plus élevé. Ainsi les firmes multinationales transfèrent leurs investissements des pays où le capital est abondant, donc moins bien rémunéré, vers les pays où il est rare, donc mieux rémunéré.

L'approche du marché imparfait regroupe la théorie de l'organisation industrielle, la théorie de la firme, la théorie de l'internalisation, de la localisation et de la mondialisation. Selon la théorie de l'organisation industrielle les facteurs macro et micro-économiques sont responsables des déviations à partir du modèle du marché parfait dans la vie réelle, en particulier les barrières à l'entrée et les coûts des transactions. Elle repose sur l'opinion selon laquelle l'IDE prend place habituellement dans les oligopoles. Grâce à ces imperfections du marché, les firmes peuvent plus efficacement se diversifier ou s'intégrer verticalement ou horizontalement au lieu de se faire la concurrence. Selon la théorie de l'organisation industrielle, les firmes choisissent d'investir en un lieu à cause de son avantage comparatif après avoir tenu compte de la "friction" qui découle des coûts du transport et des barrières au commerce. La théorie de la firme examine les éléments qui influent sur le choix que fait une firme de ses instruments d'investissement à l'étranger, depuis la vente d'un brevet ou d'une marque déposée jusqu'à un IDE à 100 % dans une filiale. La théorie de l'internalisation affirme que les firmes maintiennent les opérations au niveau interne par une filiale à 100 % parce qu'elles veulent contrôler les risques et garder le contrôle et conserver une part du marché. En d'autres termes, les décisions relatives à l'IDE sont déterminées par le marché. Les marchés intérieurs créés réduisent le risque et augmentent le revenu pour les firmes, et en même temps encouragent l'ouverture des marchés, l'efficacité globale et l'allocation optimale des ressources. Le fait d'accepter l'explication des marchés imparfaits n'explique pas leur origine. Néanmoins, comprendre les barrières à l'IDE

érigées par le pays hôte donne aux firmes l'occasion de les surmonter plutôt que de les éviter. Selon la théorie de la localisation les firmes décident d'investir à l'étranger en vue de s'assurer de la proximité des ressources (matières premières, main-d'oeuvre) et des marchés. "La globalisation réelle se définit comme l'interconnexion des marchés de facteurs et de produits à travers les échanges et l'investissement direct étranger. Ce processus de globalisation entraîne la substitution de l'internationalisation par l'intégration des marchés, or l'investissement direct étranger est le principal support de cette intégration. Il existe une corrélation positive entre le développement de la globalisation et l'évolution des flux d'IDE."⁷

Aucune théorie de l'école de la modernisation ne parle des inconvénients des flux d'IDE que ce soit pour le pays d'origine ou le pays d'accueil. Selon les théoriciens de cette école, la décision d'investir à l'étranger n'est pas une contrainte inhérente au capitalisme comme le font croire les néo-marxistes, mais un choix motivé par la maximisation du profit qui est l'essence même du capitalisme. Les flux d'investissement direct sont d'un apport positif pour les pays d'accueil car ils permettent aux pays hôtes d'avoir accès au capital, aux technologies et au marché mondial y inclus les emplois générés et les revenus tirés par l'Etat de ces investissements. Donc l'IDE est une condition nécessaire et un catalyseur pour une croissance et un développement économique durables. Il est entièrement avantageux pour un pays de recevoir et d'attirer des flux d'IDE. Mais pour que l'IDE puisse jouer un rôle important, les économies réceptrices doivent être libérées des interventions étatiques mal coordonnées.

2.3 Ecole de l'Intégration

Confrontée aux problèmes continuels du développement après la fin de la guerre froide, la communauté du développement a dû reconnaître que ni le monde développé ni

⁷ Yves Crozet, Les grandes questions de l'économie internationale, Nathan, 1997, p138.

le monde en voie de développement n'étaient monolithiques. Chaque problème de développement doit être évalué selon ses propres termes, bien qu'on puisse tirer des leçons en examinant des processus analogues dans d'autres pays. Par conséquent, les théories de l'intégration rendent compte de la multiplicité des variables hétérogènes qui entrent dans le processus de l'IDE. La théorie de l'intégration de l'IDE tient compte des variables macro, méso et micro-économiques qui déterminent l'IDE. Le niveau macro couvre l'ensemble de l'économie, le niveau micro désigne la firme et le niveau méso représente les institutions liant les deux, par exemple les agences du gouvernement qui publient la politique de l'investissement pour les entreprises. Le paradigme éclectique, les théories de la firme et de l'internalisation et la théorie de l'organisation industrielle abordent les éléments déterminants de l'IDE sous l'angle de la firme. Les théories néo-classiques et celle du marché parfait examinent l'IDE sous l'angle du libre-échange. L'approche de la négociation et la théorie de l'intégration éclairent davantage le point de vue du pays hôte sans tomber dans le piège de le présenter comme une victime, comme le fait la théorie de la dépendance. L'école de l'intégration cherche à analyser l'IDE du point de vue des pays hôtes ainsi que celui des investisseurs. Cette école regroupe trois grandes théories: le paradigme OLI (propriété, localisation, internalisation) de J. Dunning⁸, le paradigme ESP de Koopman et Montias⁹ et la théorie de l'adaptation institutionnelle à l'IDE. Dunning dans le paradigme OLI identifie les raisons qui font qu'une firme a recours à l'IDE plutôt qu'à l'exportation ou à la vente de brevets. Le paradigme OLI articule trois concepts:

1. l'avantage spécifique de la firme ou avantage de propriété (O), qui suppose la création d'un avantage monopolistique qui peut être exploité, par exemple technologie, économies d'échelle, gestion, know-how.

⁸ Louis Muchielli, De nouvelles formes de multinationalisation, Problèmes économiques, Juillet 1991, pp25-32.

⁹ Ibidem

2. l'avantage de localisation (L) :
le pays hôte doit offrir des facteurs (terre, capital, savoir-faire, coût/qualité du travail, économies d'échelle) qui créent un avantage pour les firmes qui localisent leurs investissements.
3. L'avantage d'internalisation (I) :
qui soutient que les coûts de transaction, de licence, des exportations sont plus élevés que la gestion des activités avec les filiales des firmes multinationales.

La firme décide d'investir à l'étranger si elle réunit simultanément les trois types d'avantage: O, L, I.

Selon l'analyse de Koopman et Mantias, appelée paradigme ESP, l'investissement étranger dépend des institutions politiques, économiques et sociales (le système S) et les actions spécifiques des autorités gouvernementales (le politique P).

La théorie de l'adaptation institutionnelle à l'IDE étudie la capacité d'un pays d'attirer, d'absorber et de préserver l'IDE. Les influx d'IDE dépendent de quatre institutions: le gouvernement, le marché, l'éducation et le milieu socio-culturel.

Dunning étudie les flux d'investissement d'un double angle, du côté des investisseurs (avantages spécifiques de la firme O) et du côté du pays d'accueil (avantage à la localisation). Sa théorie représente une synthèse des théories du capital, de l'avantage technologique, de la localisation et de l'internalisation. Cette théorie appartient à la vision libérale qui voit à travers l'IDE une opération bénéfique et pour l'investisseur et pour le pays d'accueil. L'investisseur cherche un profit maximum et le pays hôte reçoit le capital, la technologie et un marché plus large. Le paradigme ESP¹⁰ et

¹⁰ Le paradigme ESP d'après Montias et Koopman permet de comprendre les flux d'IDE à partir de l'évolution des variables structurelles d'un pays: l'environnement (E), le système(S) et le politique. L'environnement comprend les ressources naturelles et humaines et les infrastructures technologiques. Le système concerne les institutions politiques, économiques et sociales. Le politique inclut les actions spécifiques gouvernementales afin de réaliser leurs objectifs économiques et sociaux.

la théorie de l'adaptation institutionnelle analysent l'importance des institutions du pays d'accueil dans la détermination des flux d'IDE. Les auteurs de ces deux théories acceptent l'hypothèse que l'IDE est un catalyseur pour la croissance économique et proposent des éclairages pour attirer, absorber et préserver les flux d'IDE.

Ce qui distingue la théorie de l'intégration de l'IDE des théories précédentes est qu'elle accorde plus d'importance au niveau méso, l'espace dans lequel les variables macro et micro se rencontrent et les secteurs privé et public sont en interaction. C'est dans cette arène que les politiques publiques sont définies et exécutées. Ainsi donc, le niveau méso est essentiel pour que les politiques publiques soient bien appliquées. C'est au niveau méso que les problèmes quotidiens de l'exécution de la politique de l'IDE surgissent et que les rigidités structurelles sont révélées. Ces rigidités structurelles peuvent s'exprimer dans des phénomènes tels que la corruption à laquelle on peut remédier par des mesures telles qu'une formation des fonctionnaires, accompagnée d'une paye appropriée. Malgré toute son importance, le secteur méso n'a pas reçu l'attention qu'il mérite parce que les théoriciens ne sont pas toujours conscients des problèmes journaliers qui se posent aux pays en voie de développement dans l'application des réformes économiques et de l'investissement. Au même moment, les responsables politiques hésitent souvent à s'exprimer à cause des susceptibilités locales.

Parmi les trois grandes écoles présentées, seule l'école de la dépendance rejette l'importance de l'IDE pour les pays d'accueil¹¹. Elle considère que l'IDE renforce la dépendance et le sous-développement et n'apporte aucun apport incitatif à la croissance économique du pays hôte. Par contre, les deux autres écoles voient à travers l'IDE un élément positif, voire un catalyseur pour la croissance et le développement¹². L'école de l'intégration propose même des analyses relatives aux institutions des pays d'accueil en vue d'attirer, d'absorber et de préserver l'IDE.

¹¹ Marc Montoussé, *Théories économiques*, op.cit.

¹² *ibidem*

2.4 Etudes empiriques

La contribution de l'IDE à la croissance économique a été débattue de façon abondante et controversée dans la littérature. L'argument traditionnel est que l'arrivée des flux des IDE augmente la croissance économique en augmentant le stock de capital ; cependant la plus récente littérature signale le rôle de l'IDE comme un canal de transmission pour le transfert des technologies. Il y a une évidence grandissante que l'IDE facilite des changements technologiques par leur diffusion. L'IDE ne contribue pas seulement à l'importation des technologies étrangères plus efficaces, mais aussi génère des retombés technologiques pour les firmes locales. Dans cette approche, le changement technologique joue un rôle de pierre angulaire pour la croissance économique, et l'IDE par les multinationales est l'un des canaux majeurs pour pourvoir l'accès pour les pays les moins avancés à des avancés technologiques. Les retombés en ce qui a trait au savoir-faire, à la connaissance peut se situer par l'imitation, la compétition, des relations et de la formation. La voie d'imitation est basée sur le fait que les firmes domestiques peuvent devenir plus productives par l'imitation des techniques plus avancées ou des pratiques managériales des firmes étrangères. En absence d'IDE, l'acquisition des informations nécessaires pour l'adoption de nouvelles technologies est trop coûteuse pour les firmes locales. Ainsi l'IDE abaisse le coût des technologies d'adoption et peut élargir le package de technologies disponibles aux firmes locales. La voie de la compétition met l'emphase sur le fait que l'entrée des firmes étrangères intensifie la compétition sur le marché local, en encourageant les firmes domestiques à devenir plus efficaces en mettant à point leurs technologies de base. L'aspect relation stipule que les firmes étrangères peuvent transférer de nouvelles technologies aux firmes domestiques à travers leurs transactions avec ces dites firmes. En achetant des matières premières ou des biens intermédiaires, une relation assez forte d'acheteur et de vendeur peut se développer ce qui multiplierait les assistances techniques ou la formation des firmes étrangères aux firmes locales. Enfin l'aspect formation prend pied si l'introduction de nouvelles technologies requiert un mis à jour du capital humain

disponible localement. De nouvelles technologies peuvent être adoptées quand la force de travail est capable de l'assimiler. L'arrivée des firmes étrangères peut inciter les firmes locales à former leurs propres employés. L'évidence empirique qui stipule que l'IDE génère des retombées positives pour les firmes locales est plus ou moins mitigée (Saggi, 2000). Quelques études trouvent des retombés positifs, d'autres n'en trouvent pas et il y en a même qui trouvent des effets négatifs (Aitken et Harrison, 1993). Ce qui n'implique pas nécessairement que l'IDE n'est pas bénéfique pour la croissance, il se pourrait que les retombés soient de natures différentes (De Mello et Luiz, 1997). Aitken et Al, (1997) par exemple souligne l'importance des entrées des multinationales pour la réduction de leurs coûts ou pour profiter d'autres potentialités d'exportations. Généralement parlant, on s'accorde à ce que l'IDE favorise la croissance économique dans les pays hôtes pourvu que quelques conditions soient réunies, par exemple le pays hôte doit être capable de tirer partie des retombées engendrées par les flux de capitaux à cause de l'existence d'un minimum de capacité d'absorption . Findlay, 1978 avance que l'IDE augmente les progrès techniques dans les pays hôtes par un effet de contagion qui facilite l'adoption de procédures managériales avancées par les firmes locales. De Gregorio, 1992 analyse un panel de 12 pays de l'Amérique Latine pour la période de 1950-1985. Ses résultats augurent un impact positif et significatif de l'IDE sur la croissance économique. En plus, il trouve que la productivité des IDE est plus grande que celle des investissements domestiques. Blomström, Lypsey et Zejan, 1992 par une analyse de données en coupes transversales pour un échantillon de 78 pays développés, relatent que l'impact des IDE sur la croissance est plus grand dans des pays de plus haut niveau de revenu per capita. Des études récentes ont avancé que la contribution des IDE à la croissance économique est extrêmement liée aux circonstances dans lesquelles les pays hôtes les reçoivent. Balassubramanyan et al, 1996 trouvent en fait que l'effet sur la croissance est plus fort dans des pays qui appliquent une politique de promotion des exportations que dans les pays qui poursuivent une politique de substitution aux importations. Balassubramanyan, Salisu et Sapsford, (1996) emploient une procédure de coupe transversale pour une analyse de l'IDE sur 46 pays parmi les moins avancés pour

la période 1970-1985. Leur résultat soutient que l'IDE favorise la croissance économique dans des cas où les pays hôtes ont adopté des politiques de libéralisation commerciale. Zhang, (2001) a eu des résultats similaires. Borensztein, De Gregorio et Lee, (1998) explorent un panel qui regroupe 69 pays parmi les moins avancés pour la période 1970-1989. Ils trouvent que l'IDE favorise la croissance économique en facilitant la diffusion de la technologie. Ils relatent aussi un impact beaucoup plus important des IDE sur la croissance économique de l'investissement local. Dans un papier assez prisé, Borensztein et al, (1998) suggèrent que l'impact de l'IDE repose sur le stock de capital humain dans les pays hôtes. L'IDE contribue positivement à la croissance seulement dans des pays où le capital humain est au-dessus d'un certain seuil. Ainsi l'IDE conduit à la croissance via des retombées technologiques qui augmentent les facteurs de productivité. Mais certaines conditions sont nécessaires aux pays hôtes pour s'assurer des effets positifs de ces retombées. Sanchez-Robles, (1998) examine la corrélation entre les infrastructures publiques et la croissance économique en Amérique latine pour la période 1970-1985. Elle trouve aussi un impact positif et significatif de l'IDE sur la croissance économique des pays de cette région. De Mello, (1999) emploie des séries temporelles et des données de panel sur un échantillon composé à la fois des pays de l'OCDE et des pays non OCDE pour les années 1970-1990. Il avance que l'IDE a un effet positif sur la croissance, si il y a complémentarité entre l'IDE et l'investissement local. Ces contributions empiriques, semblent donc, ainsi suggérer que l'IDE est bénéfique pour la croissance dans les pays les moins développés et nous invitent de nous démettre ou du moins de prendre avec un grain de sel les théories des années 1950-1960 qui laissaient augurer que l'IDE exerçait un impact nuisible, voire négatif sur le développement des pays les moins avancés. L'un des principaux enseignements de ces diverses études empiriques est que l'IDE peut avoir un impact positif clair sur le développement des économies d'accueil si et seulement si les conditions locales sont favorables. Il semble qu'un certain nombre de conditions importantes doivent être remplies pour que ces effets positifs puissent se concrétiser : en particulier, la capacité d'absorption des retombées positives, qui est liée à la qualité des ressources humaines

locales, est une condition essentielle (Borensztein et al. 1998). L'absence de distorsions sur le marché local constitue un autre facteur important (Balasubramanyam et al. 1996). Si ces diverses conclusions incitent à l'optimisme, un certain nombre de réserves sont néanmoins de mise. En dehors du niveau minimum de capital humain requis pour que les retombées positives de l'IDE puissent s'exercer, la destination sectorielle des investissements joue un rôle déterminant.

CHAPITRE 3 Les déterminants des IDE en Haïti

3.1 Contexte des IDE en Haïti

De 1980 à 2000 Haïti a accueilli environ, en moyenne 7.0 millions de dollars EU en investissements directs étrangers par année. Les importants volumes d'IDE ont été reçus en 1980 (13 millions de dollars EU), 1998 (11 millions de dollars), 1999 (30 millions de dollars EU) et 2000 (13.2 millions de dollars).

Durant la période de l'embargo économique et financier (de 1991 à 1994) et même l'année suivant la levée de ce blocus économique, tous les indicateurs économiques et financiers ont atteint leurs plus faibles niveaux. Par exemple, en 1992, Haïti a connu son plus faible taux de croissance (-13.80 %) depuis 1980).

Du côté des IDE, la période allant de 1991 à 1993 est caractérisée par un processus de désinvestissement accéléré. Ainsi pour les années 1991, 1992, 1993, les IDE ont atteint respectivement -1.8; -2.2; -2.80; millions de dollars EU. Etant donné que ces investissements sont effectués en grande partie dans des activités légères à très faible valeur ajoutée (la sous-traitance par exemple), quand vient le moment des difficultés économiques, les investisseurs étrangers ne font que transférer leurs activités d'une région à une autre.

Les années 1991 et 1993, représentent deux dates charnières dans l'étude des IDE en Haïti, ainsi de 1990 à 1991 les IDE sont passés de 8 millions de dollars EU à -1.8 millions de dollars EU, soit un taux de désinvestissement de 113.24%. En 1991, les

influx d'IDE sont passés d'un niveau positif à un niveau négatif (désinvestissement), en 1995 ces influx sont passés d'un niveau négatif (désinvestissement) à un niveau positif.

Depuis ces cinq dernières années, c'est-à-dire la période allant de 1996 à 2000, une certaine revitalisation est observée au sein de l'économie haïtienne, avec un taux de croissance de 2.8 % pour la période, cette économie a accueilli des volumes d'IDE totalisant 62.1 millions de dollars EU soit environ 74 % des volumes totaux d'IDE accueillis de 1980 à 1990. En 1997, l'accroissement des IDE par rapport aux années précédentes est surtout expliqué par l'arrivée de la compagnie ELF en Haïti et les investissements effectués dans les industries d'assemblage. En 1998, les flux d'IDE ont remonté à 11 millions de dollars, montant représentant près de 12,7 % du solde du compte des opérations financières. Ces flux ont plus que doublé par rapport aux deux années fiscales précédentes. Ils ont pour l'essentiel résulté de l'acquisition de la Minoterie d'Haïti par le consortium Continental Grain Co Seaboard Corp dont la composante étrangère a injecté un peu plus de 6 millions de dollars EU. En 1999, l'apparition sur le marché haïtien de nouvelles compagnies téléphoniques (Rectel, Haitel et Comcel) a contribué à la progression des IDE dans le pays. Ainsi ces investissements sont passés de 11 millions de dollars en 1998 à 30 millions de dollars en 1999, soit une augmentation de 179 %. En 2000, les flux d'IDE ont régressé de 17 millions de dollars EU pour atteindre 13 millions de dollars EU.

3.2 Cadre juridique des IDE

La loi du 16 juin 1975 accordant le droit de propriété immobilière aux étrangers et le décret du 19 novembre 1984 sur les investissements étrangers constituent l'instrument juridique de base régulant les investissements directs étrangers en Haïti. Ces dispositions juridiques tendent en fait à une plus grande libéralisation et une plus grande ouverture de l'économie haïtienne face aux investissements internationaux.

Les autorités haïtiennes considérant que:

- l'IDE, les apports technologiques et la collaboration de personnes ou de sociétés étrangères apparaissent comme une composante nécessaire au développement du pays.
- les interventions venues de l'étranger sont à même d'enrichir son patrimoine commercial, financier et industriel, de créer de nouveaux emplois et de promouvoir l'initiative privée haïtienne.

ont pris par le décret du 19 novembre 1984 les dispositions juridiques suivantes:

- 1) l'investissement peut être réalisé dans tous les domaines, il doit cependant être concrétisé matériellement sur le territoire de la République et donner lieu à une cession de devises étrangères auprès de la Banque de la République d'Haïti (Article 2)¹³.
- 2) l'investissement peut être réalisé en plusieurs tranches et même par voie de l'autofinancement à l'exception de la première tranche qui ne pourra être inférieure à 3.570 dollars américains effectivement investies de l'étranger (Article 3)¹⁴.

¹³ Ertha P. Trouillot, Code de lois usuelles, Henri Deschamps, Haïti, 1990, p562.

¹⁴ Ibidem

Par ce décret, l'économie haïtienne s'ouvre complètement aux investissements internationaux et aucun secteur n'est interdit aux investisseurs étrangers. François Duvalier parlant de l'Haïtienne qui travaille dans la zone franche industrielle d'exportation (ZFIE) affirme: “ *contre seulement un dollar US, elle travaillera de bon coeur pendant huit heures par jour pour vous. En plus vous bénéficierez d'une exemption fiscale et d'une franchise douanière, de la liberté de transférer des fonds, de bonnes liaisons aériennes, d'un climat social paisible, de la proximité du marché américain, de terrains à bâtir pour vos investissements et de la liberté de fixer librement des salaires* ”¹⁵ .

L'Etat haïtien dans le Code des investissements (article 6) envisage un ensemble d'allègements fiscaux et douaniers en faveur des investisseurs étrangers. Les incitations sont nécessaires, mais ne suffisent pas à la croissance des influx de capitaux étrangers. A côté des incitations qui visent à aménager un environnement accueillant pour les influx de capitaux étrangers, la compétence de l'Etat est l'un des déterminants principaux des entrées d'IDE.

Un environnement politique stable est le premier déterminant des investissements directs étrangers car ce facteur est intégré directement dans le calcul des risques liés à l'investissement. Ainsi, pendant la période d'instabilité politique des années 1992 à 1995 l'économie haïtienne n'a enregistré que des désinvestissements étrangers (-1.8 millions de dollars EU en 1992, -2.2 millions de dollars EU en 1993, -2.8 millions de dollars EU en 1994, -2.2 millions de dollars EU en 1995). Alors que les IDE reçus en Haïti ont baissé pendant cette période, les influx d'investissements étrangers ont connu une croissance exponentielle en République Dominicaine, ils sont passés de 132.8 millions de dollars

¹⁵ Pierre Yves Gauy, Les firmes transnationales, Agence d'ARC Inc, Montréal, 1987, 244p.

EU en 1990 à 1,337.8 millions de dollars en 1999, pour la Jamaïque ils sont passés de 137.9 millions de dollars en 1990 à 523.7 millions de dollars EU en 1999.

3.3 La position d'Haïti, de la République dominicaine et de la Jamaïque dans la répartition des flux d'IDE

La République dominicaine apparaît comme le pays le plus convoité de la Caraïbe par les investisseurs étrangers. En effet, depuis vingt ans, Haïti, la République dominicaine et la Jamaïque ont accueilli des flux d'IDE totalisant environ 6,765.76 millions de dollars E. U., mais 67 % de ce volume total d'IDE sont entrés en République Dominicaine, 31% ont été reçus en Jamaïque et 2 % en Haïti.

Les nouvelles lois favorables au rapatriement de capitaux et des profits adoptées en République dominicaine en 1996 et d'autres types de réformes économiques comme le dévaluation du peso, la diminution des tarifs douaniers à l'importations ainsi que la réduction de l'impôt sur le revenu ont permis d'augmenter considérablement les flux d'IDE vers la République Dominicaine et ont rendu l'économie dominicaine plus concurrentielle au cours des dernières années. Cette économie a affiché une croissance réelle dépassant 6 % par année. En 1980, le volume d'IDE reçu par Haïti, République Dominicaine et Jamaïque se chiffrait respectivement à 13 - 92.7 - 27.7 millions de dollars EU. Les influx d'Haïti en 1980 représentaient 14 % de ceux de la République Dominicaine. En 1995, alors que Haïti était en période de désinvestissement étranger (-2.2 millions de dollars de EU), les IDE accueillis en République Dominicaine ont atteint 414.3 millions de dollars EU et 147.4 millions de dollars EU en Jamaïque. Par contre, les influx d'IDE en République Dominicaine sont passés de 414.3 millions de dollars EU en 1995 à 1,337.8 million de dollars EU en 1999 soit une augmentation de 223 %, de même ceux de la Jamaïque sont passés de 147.4 millions de dollars EU à 523.7 de dollars EU soit une croissance de 255 % et ceux de Haïti ont atteint seulement 30 millions de dollars EU en 1999.

Tableau 3

IDE en millions de dollars EU en Haïti, République Dominicaine et Jamaïque:

PERIODE	IDE EN HAÏTI	IDE EN REP. DOMINICAINE	IDE EN JAMAÏQUE
80 - 85	46.2	323.9	-15.1
86 - 90	37.4	487.9	231.8
91 - 95	4.6	1,135.1	630.6
96 - 99	48.86	2554.7	1279.8
TOTAL	137.06	4501.6	2127.1

Source : World Bank Indicators 2002

Un rapide panorama de quelques études empiriques

Auteurs	Echantillon	Technique	Conclusion
De Gregorio (1992)	12 pays d' Amérique Latine (1950-1985)	Données de Panel	Corrélation positive et significative entre IDE et croissance Productivité des IDE est plus grande que celle des investissements domestiques
Blomstrom, Lipsey and Zejan (1992)	78 PED (1960-1985)	Données en coupes transversales	Corrélation positive et significative entre IDE et croissance Impact est plus grand dans des pays ayant des niveaux de revenus plus élevés
Borensztein, De Gregorio et Lee (1995-1998)	69 PED (1970- 1989)	Données de Panel transversées	IDE améliore la croissance en aidant à la diffusion de la technologie
Balasubramanyan, S alisku and Sapsford (1996)	46 PED (1970- 1985)	Données en coupes transversales	IDE améliore la croissance seulement dans les pays qui appliquent des politiques orientées vers l'extérieur
De Mello (1999)	Pays de l'OCDE et pays hors OCDE (1970-1990)	Données de Panel et Séries temporelles	IDE favorise la croissance si un degré de complémentarité existe entre l'investissement domestique et l' IDE
Pan-Long Tsai (1994)	62 pays (1975- 1978) 51 pays (1983-1986)	Equations simultanées	L'hypothèse de la dimension du marché est plus forte que l'hypothèse de croissance
UNCTAD (1999)	142 pays (1970-1995)	Données de Panel	L' IDE influence la prochaine période de croissance si le capital humain est présent

CHAPITRE 4 Cadre d'analyse

Il ressort du rapide aperçu de la littérature empirique que l'IDE est un élément déterminant dans la dynamique de croissance des pays en voie de développement. Un aspect fondamental de ces différents travaux empiriques est que la grande majorité d'entre eux spécifie et estime un seul modèle d'équation. Ainsi implicitement, en traitant les déterminants et les impacts des IDE comme deux problèmes complètement indépendants, elle repose leur analyse sur l'hypothèse, statistiquement fondamentale, d'exogénéité des variables explicatives. Il n'est en particulier rien dit de l'existence éventuelle d'une relation inverse entre ces variables et la variable de croissance utilisée. A première vue, cette approche peut paraître pertinente, mais elle accuse des déficiences dans le sens que les variables considérées comme exogènes dans les analyses peuvent être endogènes. Ne pas en tenir compte de cette interdépendance peut occasionner des estimations biaisées et inconsistantes. Ainsi s'agissant de la variable d'IDE, on peut penser que si l'afflux d'IDE est susceptible d'influencer la croissance économique d'un pays, cette dernière peut en retour influencer l'évolution de ce flux. En effet, un des arguments généralement avancé dans l'explication des décisions d'IDE tient à la taille effective et potentielle du marché dans le pays d'accueil. Dans l'évaluation du potentiel économique du pays receveur, le taux de croissance de l'économie constitue un bon indicateur pour un observateur extérieur. Ainsi, dans la mesure où le comportement d'optimisation des investisseurs étrangers peut être en partie conditionné par le succès de l'économie, l'effet relevé entre l'IDE et la croissance économique peut s'avérer réciproque. Le but de notre démarche est de prendre en considération ce problème de simultanéité en spécifiant et en estimant un modèle d'équations simultanées dans lequel les flux d'IDE et le taux de croissance économique sont conjointement déterminés.

4.1 Le modèle

$$(1) \quad IDEPC = a_{11} + a_{12}TCPIBPC + a_{13}BCPC + \varepsilon_1$$

$$(2) \quad TCPIBPC = a_{21} + a_{22}IDEPC + a_{23}EIBPIB + a_{24}TCEX + \varepsilon_2$$

Où :

IDEPC = investissement direct étranger per capita

TCPIBPC = taux de croissance du produit intérieur brut per capita

BCPC = solde commerciale extérieur per capita

EIBPIB = épargne intérieure brute en proportion du PIB

TCEX = taux de croissance des exportations

$\varepsilon_1, \varepsilon_2$ = termes d'erreurs

4.2 Spécification du modèle

Les facteurs qui déterminent les décisions d'investissement sont variés et ne relèvent pas du seul domaine économique. L'équation des déterminants (1) contient les variables quantifiables les plus fréquemment utilisées comme déterminants des IDE. On admet certes qu'il existe des facteurs qualitatifs tels que la stabilité politique, les politiques incitatives qui sont d'une importance cruciale pour la détermination des IDE. Mais les difficultés et les controverses afférentes à la définition et la quantification de ces variables, nous empêchent de les introduire dans cette analyse. La variable TCPIBPC représente l'hypothèse de croissance et à un degré moindre l'hypothèse de la dimension du marché. L'hypothèse de grandeur de marché souligne la nécessité d'un marché assez large pour l'utilisation efficace des ressources et l'exploitation des économies d'échelles. Selon cette hypothèse l'augmentation de la taille du marché peut

engendrer l'arrivée des flux d'IDE, voire leur augmentation (Scaperlanda et Mauer, 1969 ; Torrissi, 1985). De plus le taux de croissance du produit intérieur brut peut être utilisé pour capter la performance de l'économie. Un taux de croissance soutenu et continu du produit intérieur brut élevé accouplé à un marché intérieur assez ouvert, assez grand, et aussi à de très bonnes infrastructures sont de très bons signaux pour de potentiels investisseurs étrangers. L'hypothèse de croissance prévoit une relation positive entre IDEPC et TCPIBPC, elle stipule qu'une croissance rapide de l'économie offre relativement de meilleures opportunités pour faire des bénéfices qu'une économie qui croît lentement ou qui n'accuse aucune croissance (Lim, 1983). Ainsi un taux de croissance impressionnant peut être pris comme un signal favorable par les investisseurs étrangers dans leur prise de décision en matière d'investissement. La relation entre la balance commerciale per capita (BCPC) et IDEPC est un peu controversée, les opinions étant partagées à ce sujet. Il est admis, d'une part, qu'un déficit commercial assez élevé du solde commercial extérieur aide à stimuler une certaine attraction pour l'IDE, ceci dans le but de poursuivre une politique de diversification des exportations et des stratégies de substitution des importations. Mais, d'autre part, un solde commerciale extérieur excédentaire peut aussi refléter le dynamisme, la bonne santé d'une économie et ipso facto servir d'attraction pour l'IDE (Torrissi, 1985). Ainsi on s'attend à ce que le coefficient de TCPIBPC soit positif et que celui de la BCPC soit positif ou négatif.

Sous l'hypothèse de modernisation, l'IDE stimule la croissance économique en apportant du sang neuf et de par cette croissance tous les autres secteurs de l'économie en bénéficient. Ainsi il est considéré comme un moteur de croissance pour les pays les moins avancés, donc on s'attend à ce que les coefficients des variables de la seconde équation soient positifs. La variable TCEXP doit sa place dans cette équation du fait qu'on est unanime à reconnaître que les exportations stimulent la concurrence, permettent la réalisation d'un certain avantage comparatif, donnent aux pays la possibilité d'acheter des biens et services sur le marché international et leur offrent l'opportunité d'avoir accès aux nouvelles technologies aussi bien qu'aux nouveaux

systèmes de gestion managériales. En se basant sur les expériences des pays super exportateurs du Sud-est asiatique, (Krueger, 1990) soutient : « qu'un fructueux package de politiques orientées vers l'exportation obligent de ce fait même l'adoption d'autres politiques de libéralisation assez efficaces pouvant entraîner et soutenir la croissance.» Ces politiques permettent la réalisation de gains futurs à partir de la stratégie commerciale et simultanément peuvent laisser présager la maintenance d'une croissance certaine. Ainsi d'aucuns avancent que les exportations jouent un rôle prépondérant comme déterminants de la croissance économique dans les pays les moins avancés. On prévoit alors que le coefficient de TCEXP serait de signe positif. Enfin on s'attend aussi à ce que le coefficient de la variable EIBPIB soit aussi positif. Le rôle de cette variable dans la fonction de production est tellement évident, qu'on peut se permettre le luxe de ne pas évoquer les raisons qui nous poussent à l'inclure dans la deuxième équation.

4.3 Estimation du modèle et résultats

Pour ce travail nous utilisons les données de la Banque Mondiale figurant en annexe couvrant la période s'étalant de 1970 à 2000. Les paramètres seront estimés par la méthode SURE (seemingly unrelated regression) à partir du logiciel STATA 8.0. Nous partons aussi de l'hypothèse que les variables sont non stationnaires et que le modèle n'est pas sous-identifié. Dans un système d'équations simultanées, des variables endogènes s'enchevêtrent parmi les variables explicatives et ces mêmes variables endogènes sont aussi des variables dépendantes dans d'autres équations. Ainsi les termes d'erreur sont souvent corrélés avec les variables endogènes violant les hypothèses de base des moindres carrés ordinaires. Pour pallier à cela on a l'habitude d'utiliser la méthode des doubles moindres carrés qui procède en deux étapes pour l'estimation d'une équation structurelle. La première étape sert à estimer la matrice des moments des erreurs de formes réduites et la seconde à estimer les coefficients d'une seule équation structurelle après que ces variables dépendantes ont été conjointement traitées au moyen

de la matrice des moments. Mais la méthode SURE va un peu plus loin en utilisant la matrice des moments des erreurs structurelles des doubles moindres carrés pour estimer tous les coefficients du système simultanément. Elle procède en trois étapes : en développant premièrement des variables instrumentales pour tous les variables endogènes. Ces variables instrumentales peuvent être considérées comme les valeurs estimées résultant de la régression de chaque variable endogène sur toutes les variables exogènes du système. Cette étape est importante pour la consistance des paramètres estimés. Dans une seconde étape, elle obtient une estimation consistante pour la matrice covariance des équations des termes d'erreurs, ces estimations sont établis à partir des résidus extraits de l'estimation par un double moindre carré de chaque équation structurelle. En dernière étape, elle fait, par les moindres carrés généralisés, une estimation utilisant la matrice des covariances estimée à la deuxième étape et les variables instrumentales en lieu et place des variables endogènes placées du même côté que les variables explicatives, pour estimer globalement l'ensemble du modèle. Le modèle SURE peut être vu comme un exemple spécial de la forme réduite sans restriction d'un modèle d'équations simultanées dans lequel toutes les variables prédéterminées sont strictement exogènes. Il se diffère des modèles de régressions multivariées seulement par le fait qu'il tient compte d'informations essentielles concernant l'absence de certaines variables explicatives dans certaines équations du modèle. De plus, quand on est en présence d'un modèle d'équations simultanées qui contient, d'une part, une équation structurelle suridentifiée et, d'autre part, une équation structurelle juste identifiée on a à cet effet l'exemple de Narayanan (1969), l'estimation du système d'équations simultanées par les triples moindres carrés tiendra compte seulement de la partie suridentifiée du système et aurait ignoré la partie juste identifiée. Dans un tel cas de figure, la méthode SURE s'impose, d'autant plus qu'elle prend en compte le problème de l'hétérogénéité, de la corrélation entre les termes d'erreur. Ainsi, en évitant les biais elle confère une consistance certaine.

Variables explicatives	Déterminants IDE	Equation de croissance
Constante	1.1636 (0.2296)	-5.1515 (0.7419)
TCPIBPC	0.1219 (0.0292)	
BCPC	-0.002 (0.0051)	
IDEPC		2.6499 (0.5344)
EIBPIB		0.1812 (0.0724)
TCEXP		0.111 (0.0193)
R carré	0.22	0.66

Où :

IDEPC = Investissement direct étranger per capita

TCPIBPC = Taux de croissance produit intérieur brut per capita

BCPC = Balance commerciale per capita

EIBPIB = Epargne intérieur brut en proportion du PIB

TCEX = Taux de croissance des exportations

Et les chiffres entre parenthèses représentent les écarts-types

Les résultats du modèle sont assez satisfaisants, les coefficients sont de signes attendus et statistiquement significatifs, à l'exception de BCPC. Le fait que le coefficient du taux de croissance du PIB per capita (TCPIBPC) soit statistiquement significatif au seuil de 1 %, confirme l'existence d'un problème de simultanéité. L'hypothèse de croissance et de la taille du marché est aussi respectée. Le coefficient du solde commercial per capita : (PCBC) n'est pas significatif, dans le cas d'Haïti cela peut se comprendre. Vu que depuis les deux derniers décennies, ce pays est devenu quasiment un importateur net et que sa balance commerciale ne faisait que de se détériorer, elle n'a pas vraiment exercé une certaine influence sur l'IDE. Le signe négatif de ce coefficient qui traduit une corrélation négative entre IDE et la balance commerciale pourrait laisser augurer qu'une détérioration de la balance commerciale pourrait conduire un pays à adopter de politiques plus libérales envers l'IDE, mais tel n'est pas le cas d'Haïti. Tous les coefficients de l'équation de croissance sont de signes attendus et statistiquement significatifs au seuil de 1 %, à l'exception de celui de EIBPIB qui l'est au seuil de 10 %. Pour corroborer nos résultats nous avons aussi estimé le système d'équation par la méthode Prais – Winsten qui suppose une corrélation entre les termes d'erreur sous forme d'un AR (1). Et les résultats ont été quasiment les mêmes. Ainsi les résultats reflètent la situation économique d'Haïti, le bas niveau d'IDE comparativement au pays de la zone se traduit par la précarité de la situation économique, or l'économie a besoin de cette bouffée d'oxygène, de cet autre moteur de croissance que constitue l'IDE pour sortir de ce marasme chronique. Donc pour sortir de ce cercle vicieux, on doit aussi et surtout se pencher vers d'autres types de mesures pouvant attirer l'IDE. Et en ce sens on se retrouve avec la théorie de l'adaptation institutionnelle. Ainsi notre étude peut ouvrir la voie sur d'éventuelle recherche sur l'adéquation de la théorie de l'adaptation institutionnelle dans le cadre de l'IDE en Haïti.

Chapitre 5 Conclusion et Recommandations

Les investissements directs étrangers sont importants pour les pays en développement, dans l'optique du développement durable, car ils représentent des apports de capitaux. Ils traduisent la confiance des investisseurs étrangers dans l'économie d'un pays, et montrent aussi le degré d'ouverture d'un pays à l'économie mondiale. La plupart des études économétriques concluent qu'au-delà de son impulsion macroéconomique initiale, l'IDE influence la croissance en améliorant, la productivité totale des facteurs et plus généralement, l'efficacité de l'utilisation des ressources dans l'économie bénéficiaire ; au-delà de l'incidence qu'aurait normalement un investissement local. Pour les pays en développement, les économies émergentes et les pays en transition, l'IDE est devenu une source de plus en plus importante de développement économique et de modernisation, de croissance de revenus et d'emplois. Une large majorité d'études montrent que, avec des politiques adéquates dans les pays d'accueil, et un niveau minimum de développement, l'IDE a des retombés technologiques, contribue à la formation de capital humain, facilite l'intégration aux échanges internationaux, favorise la création d'un climat plus compétitif pour les entreprises et améliore le développement des entreprises. Tous ces facteurs contribuent à l'accélération de la croissance économique, instrument le plus puissant pour lutter contre la pauvreté dans les pays en développement.

Dans le cas d'Haïti qui fait objet de notre étude, pour la période étudiée, on a pu constater que le taux de croissance du PIB constitue, un tant soit peu, un déterminant pour l'IDE, tel n'est pas le cas pour le solde courant de la balance commerciale. On a pu aussi constater d'autre part un effet positif de l'IDE sur l'épargne intérieure brut en proportion du PIB, sur le taux de croissance des exportations et aussi sur le taux de croissance du PIB. Mais en général, cet effet est de moindre portée. Cela s'explique par le fait que les avantages nets de l'IDE ne sont pas automatiques et que leurs ampleurs

sont corrélées avec le contexte du pays hôte. Il aurait fallu qu'Haïti ait atteint un certain niveau de développement en matière d'éducation, de technologie, d'infrastructures, de santé et de cadres réglementaires adéquats pour pouvoir tirer pleinement profit d'une quelconque présence étrangère sur son marché, et simultanément attirer davantage d'IDE. Tel est loin d'être le cas. Il est donc indéniable que l'effet économique final de l'IDE sur Haïti, un pays qui n'a guère d'autres possibilités de faire appel à des moyens de financement, dépend essentiellement des politiques mises en œuvre par les autorités de ce pays.

Certes, l'IDE contribue à la croissance de l'économie et vice versa la croissance de l'économie peut contribuer à attirer davantage d'IDE, mais tout comme l'aide publique au développement, il ne peut être considéré comme le principal remède aux problèmes de développement. Ses effets positifs ne sont pas moins tributaires de l'adoption en temps utiles de mesures adéquates par les autorités nationales compétentes qui sont au nombre de trois ordres :

- amélioration du contexte macroéconomique et institutionnel général.
- création d'un cadre réglementaire propice aux entrées d'IDE.
- amélioration des infrastructures, de la technologie et des compétences humaines pour les porter à un niveau tel que l'on puisse pleinement exploiter les avantages potentiels de la présence d'entreprises étrangères.

De ce fait, Haïti a encore beaucoup à faire pour, au prime abord, attirer davantage d'IDE et pour, ensuite, en tirer le maximum de profits, dans l'optique d'une croissance économique soutenue, pour l'accélération du processus du développement du pays.

Bibliographie

Aitken, Brian and Anne Harrison (1993), « Do Domestically-Owned Firms benefit from Foreign Direct Investment : Evidence from Panel Data, » Unpublished manuscript, International Monetary Fund.

Alfaro, Laura, Areendam Chanda, Sebnem Kalemli-Ozcan, et Selin Sayek. (2002) « FDI and Economic Growth : The role of Local Financial Markets. » Havard Business school. Working Paper 01 – 083.

Balasubramanyam, V. N.; Salisu, M.; and Sapsford, D. (1996). “ Foreign Direct Investment and Growth in EP and IS Countries”, Economic Journal, 106, pp. 92-105.

Blomstrom, Magnus, Denise Konan, et Robert E. Lipsey (2000), “FDI in the Restructuring of the Japanese Economy”, NBER working paper, No 7963, may.

Blomstrom, Magnus, Robert Lipsey and Mario Zejan, “What Explains Developing Country Growth”, NBER Working Paper No. 4132, August 1992

Borensztein, E., De Gregorio, J., and J. W. Lee, (1998) “How does Foreign Direct Investment affect growth?” Journal of International Economics, 45, pp. 115-135

Brasseul, J., (1993) « Introduction à l'économie du développement », Coursus, Arman Colin, Paris, 188 p.

Carkovic, M., Levine, R., (2002). Does Foreign Direct Investment Accelerate Economic Growth? University of Minnesota, Working Paper.

Chakrabarti, A. (2001), “ The Determinant of Foreign Direct Investment: Sensitivity Analyses of Cross-Country Regressions” Kyklos, Vol. 54 Fasc. 1 89-114

Crozet, Y. (2001), « Les grandes questions de l'économie internationale» Nathan, p 118.

De Gregorio, José (July 1992) “Economic Growth in Latin America”, Journal of Development Economics, 39 pp. 58-84.

De Mello, L., (1997), “Foreign direct investment in developing countries and growth: a selective survey”. The Journal of Development Studies, 34, No 1 October, 1-34

De Mello, L., (1999), “Foreign direct investment led growth: evidence from time series and panel data” Oxford Economic Papers, 51, 133-151.

Edwards, S. (1995), « Crisis and Economic Reforme in Latin America : From Despair to Hope. » Oxford : Oxford University Press.

Ertha P. Trouillot (1990) “Code de lois usuelles” Henri Deschamps, Haïti, pp. 562

Findlay, Ronald, « Relative Backwardness, Direct Foreign Investment, and The Transfert of Technology : A Simple Dynamic Model, » Quarterly Journal of Economics, 92 (february 1978), pp. 1-16

Furtado, Celso (1986) “Théorie du développement économique”, collection Sup, Presses Universitaires de France, Paris, 127 p.

Harrison, A. “ Determinants and Effects of Direct Foreign Investment in Cote d'Ivoire, Morocco, and Venezuela”, in M. Roberts and J. Tybout, (Eds.), Industrial Evolution in Developing Countries, Oxford University Press, 1996

Kojima, K. (1986) “Japan-Style Direct Foreign Investment” Japanese Economics Vol. XV, no 3, Spring pp: 54-82

Krueger, A.O., (1990) “Asian Trade and Growth Lessons,” Papers and proceedings, American Economic Review, May.

Lim, D., (1983) « Fiscal Incentives and Direct Foreign Investment in Less Developed Countries,” The journal of Development Studies, 19, 2.

Lipsey, R. (1999) « The location and characteristics of U.S. affiliates in Asia” NBER Working Paper 6876, Cambridge, Mass.

Love, J. and Lage-Hidalgo, F. (2000) “Analysing the Determinants of US Direct Investment in Mexico”, Applied Economics 32, 20, 1259-67.

Mac Charles, P. C. (1985) “ Trade, Investment and Knowledge Flows in Relation to Multinational Enterprise: the Canadian Experience (paper # 8511), The Institute for research on Public Policy, International Economics Program, 75 pages, Ottawa.

Montoussé, Marc (200) « Théories économiques », Amphi Bréal, France, 254 p.

Muchielli, JeanLouis (1991) “ De nouvelles formes de multinationalisation : les alliances stratégiques”, Problèmes économiques, no. 2234, pp 25-32.

Obwona, M. (2001) “Determinants of FDI and their impact on economic growth in Uganda”, African Development Review 13, 1, 46-81.

OCDE, (2002) « L'investissement direct étranger au service du développement, optimiser les avantages, minimiser les coûts. » Paris, France.

Pan-Long, Tsai (1994) "Determinants of Foreign Direct Investment and Its Impact on Economic Growth", Journal of Economic Development 19, 1

Pierre, Markowski (1978). Impact des Investissements Directs Etrangers dans les pays en voie de développement. Rapport de Recherche de Maîtrise en Sciences Economiques. Université de Montréal. Montréal, Canada.

Pierre Yves, Gauy (1987) "Les firmes transnationales" Agence d'ARC Inc., Montréal, pp. 244

Romer, PM., (1990). « Endogenous Technological Change », Journal of Political Economy, 98, S71-102.

Saggi, K. (2000) "Trade, Foreign Direct Investment, and International Technology Transfert," World Bank Policy Research Working paper 2349. World Bank

Sanchez-Robles, B. (1998) « Infrastructure investment and growth : Some empirical evidence », Contemporary Economic Policy, Vol. XVI, n.1, pp. 98-109.

Saskia, W., (1998). « L'investissement direct étranger et ses éléments déterminants dans les économies naissantes. » Agence des Etats-Unis pour le développement international. Juillet 4998, pp 9-10.

Scaperlanda, A. and L. Mauer (1969) « The determinants of U.S. Direct Investment in the EEC,» American Economic Review, 59.

Singh H., Jun K. W. (1995), "Some New Evidence on Determinants of Foreign Direct Investment in Developing Countries", Policy Research Working paper, No. 1531, International Economics Department, The World Bank, Washington D.C., novembre.

Statistiques Canada, cat. 67-202, pp :13-14

Thivierge, Stéphane (1989). « Les Flux d'Investissements Directs à l'Étranger : Revue de Littérature ». Rapport de Recherche de Maîtrise en Sciences Économiques. Université de Montréal. Montréal, Canada.

Torrisi, C. R., (1985). "The Determinants of Direct Foreign Investment in a small LDC." Journal of Economic Development, Vol. 10: # 1 July 29-45.

Tuman, J., et Emmert, C. (1999) "Explaining Japanese Foreign Direct Investment in Latin America, 1979-1992." Social Science Quarterly 80 (3) : 539-541.

UNCTAD (1999) "The impact of FDI on growth: An econometric test" World Investment Report, chapter 11 (Annex), 329-343

Virendra K., Srivastava, David E. A., Giles (1987) « Seemingly Unrelated Regression Equations Models, Estimation and Inference », Marcel Dekker, Inc New York, Basel, Vol. 80, 374 p.

World Bank (several issues), World Tables. Washington, D.C.

World Bank (1997), Global development finance and World Development indicators, Washington D.C.

Zhang, K. (2001) “ Does Foreign Direct Investment promote growth? Evidence from East Asia and Latin America ”, Contemporary Economic Policy 19, 2, 175-85

Tableau 2

Evolution de l'IDE, du PIB, de la population et du taux de croissance du PIB et de la population d'Haïti

ANNEES	IDE en US dollars	PIB au prix du marché en US dollars	Taux de croissance annuelle PIB	Population	Population Taux de croissance annuelle %
1970	2 800 000	394 440 000		4 520 000	
1971	3 400 000	445 320 000	8,45	4 598 210	1,72
1972	4 100 000	475 339 968	1,38	4 677 300	1,71
1973	7 000 000	568 600 000	1,19	4 757 260	1,70
1974	7 900 000	697 880 000	6,32	4 838 130	1,69
1975	2 600 000	721 539 968	-2,32	4 920 000	1,68
1976	7 800 000	878 999 936	8,55	5 003 000	1,67
1977	8 000 000	987 799 936	0,48	5 087 240	1,67
1978	10 000 000	1 000 200 000	4,80	5 173 220	1,68
1979	12 000 000	1 119 400 064	7,30	5 261 630	1,69
1980	13 000 000	1 461 800 064	7,57	5 353 000	1,72
1981	8 300 000	1 468 800 000	-2,73	5 447 430	1,75
1982	7 100 000	1 484 999 936	-3,43	5 544 990	1,78
1983	8 400 000	1 629 600 000	0,76	5 646 120	1,81
1984	4 500 000	1 816 400 128	0,30	5 751 350	1,85
1985	4 900 000	2 009 399 936	0,20	5 861 000	1,89
1986	4 800 000	2 237 000 192	-0,12	5 975 030	1,93
1987	4 700 000	2 160 600 064	-0,75	6 093 380	1,96
1988	10 100 000	2 233 800 192	0,77	6 215 940	1,99
1989	9 400 000	2 513 199 872	1,06	6 342 570	2,02
1990	8 000 000	2 981 320 192	-0,10	6 473 000	2,04
1991	-1 800 000	3 556 923 136	4,24	6 593 000	1,84
1992	-2 200 000	2 149 777 664	-13,19	6 722 040	1,94
1993	-2 800 000	1 831 045 760	-2,44	6 860 560	2,04
1994	0	1 964 622 976	-8,29	7 009 040	2,14
1995	7 400 000	2 635 660 032	4,43	7 168 000	2,24
1996	4 100 000	2 958 207 488	2,70	7 336 000	2,32
1997	4 000 000	2 824 335 104	1,39	7 492 000	2,10
1998	11 000 000	3 870 952 448	3,08	7 647 000	2,05
1999	30 000 000	3 965 432 985	2,99	7 876 000	2,05
2000	13 000 000	3 986 543 776	4,54	7 983 000	2,01

Source : World Bank Indicators 2002

Tableau 5

Evolution du taux de croissance du PIB per capita; de l'épargne intérieure brute par rapport au PIB et du taux de croissance des exportations en Haïti

Années	TCPIBPC	EIBPIB	TCEXP
1970	-0,3413	7,494169	7,571801567
1971	8,4475	8,012217	19,17475728
1972	1,3816	8,970422	5,906313646
1973	1,1914	11,213510	17,30769231
1974	6,3205	9,302458	6,393442623
1975	-2,3186	6,499986	0,785819414
1976	8,5534	6,887372	12,59746278
1977	0,4778	6,620774	-1,303462378
1978	4,8007	7,938412	9,753753628
1979	7,3012	8,790423	12,033091
1980	7,5737	8,058558	26,76213202
1981	-2,7349	3,785403	-23,86583859
1982	-3,4258	6,391919	22,69881753
1983	0,7593	5,924154	-9,476571429
1984	0,2967	6,826689	6,147587305
1985	0,1972	3,175077	-1,27826942
1986	-0,1181	6,365668	-0,597609562
1987	-0,7488	4,841247	-0,501002004
1988	0,7743	4,700551	1,913393756
1989	1,0638	5,395513	1,778656126
1990	-0,0975	-1,061945	26,21359223
1991	4,2407	-3,620242	73,07691323
1992	-13,1852	-5,444490	-66,04444251
1993	-2,4350	-8,134035	4,188481675
1994	-8,2873	-4,523280	-15,82914573
1995	4,4337	-12,444280	50,89552239
1996	2,6996	-8,428150	36,99306983
1997	1,3929	-4,438171	5,776173552
1998	3,1022	-6,945811	21,84300437
1999	2,1875	-4,234138	5,322132628
2000	1,1235	-4,189821	2,021276596

Source : World Bank Indicators 2002

Tableau 1

Sorties d'IDE par Région

	En millions de dollars US				En pourcentage du total			
	1985	1990	1995	2000	1985	1990	1995	2000
Monde	61 277	235 836	335 194	1 068 786	100	100	100	100
Pays de l'OCDE	42 055	189 166	263 716	904 349	68,6	80,2	79,7	84,6
Pays non membres de l'OCDE	19 222	46 670	71 437	137 747	31,4	19,8	21,3	12,9
Afrique	404	195	3 100	7 267	0,7	0,1	0,9	0,7
Asie*	2 171	12 650	25 106	29 494	3,5	5,4	7,5	2,8
Europe*	8	408	3 570	14 026	0,0	0,2	1,1	1,3
Amérique latine et Caraïbes*	9 101	18 948	23 632	68 374	14,9	8,0	7,1	6,4
Proche et Moyen-Orient	212	1 056	1 936	1 571	0,3	0,4	0,6	0,1
Non spécifiés	7 325	13 413	14 093	17 015	12,0	5,7	4,2	1,6

* Non compris les pays de l'OCDE.

Source : OCDE, Statistiques d'investissement direct international.

